

Hurmic subventionne les entreprises publiques pour employer des chômeurs

HUFFPOST

11/09/2020

LE MAIRE ÉCOLO DE BORDEAUX SUPPRIME LE SAPIN DE NOËL, UN "ARBRE MORT"



SOUS PRÉTEXTE D'ÉCOLOGIE, ILS ATTAQUENT NOS TRADITIONS !

Pierre Hurmic, nouveau maire écologiste de Bordeaux, a fait campagne sur le thème : « Bordeaux Respire ». Il va asphyxier l'économie locale avec son nouveau plan : zéro chômeur longue durée.

Le conseil municipal a voté à l'unanimité, moins les abstentions du groupe d'extrême gauche, l'adhésion de la ville à l'association : Territoire zéro chômeur longue durée. Le

territoire choisi pour cette expérimentation n'est pas toute la ville, mais le Grand Parc et le quartier Bordeaux maritime. Une zone où l'insécurité est maximale. Il ne s'agit pas de mettre en œuvre une politique qui fasse disparaître le chômage longue durée, mais d'une expérimentation... Les électeurs qui ont voté pour Pierre Hurmic et son équipe n'avaient peut-être pas bien compris toutes ces limites. Pour que le chômage disparaisse, les Bordelais devront attendre.

Ils soutiennent le projet TZCLD

Les associations fondatrices



Dans le sillage de François Mitterrand

Les plus anciens se souviennent certainement de la promesse électorale de François Mitterrand pour l'élection présidentielle de 1981, lui élu, la France ne dépasserait pas le deuxième million de chômeurs. Cinq mois après, le Premier ministre, Pierre Mauroy, annonçait à la télé que la barre était franchie. Mais trop tard, Mitterrand avait été élu. Monsieur le maire Pierre Hurmic pourra toujours dire qu'il a été honnête et qu'il n'avait promis que : « Nous expérimenterons le Territoire zéro chômeur longue durée ». Nous y voilà, sa majorité va expérimenter, ce que l'ancienne majorité était d'ailleurs déjà en train de faire, comme l'a expliqué Alexandra Siarri (LR) dans son intervention au cours

du débat... Tous les élus, quelles que soient leurs étiquettes, ont voté pour, sauf l'équipe Poutou qui s'est abstenue.

Poutou est d'accord sur l'objectif

Poutou a confirmé qu'il est contre le chômage longue durée, sans étonner l'assistance. Mais il a, d'emblée, annoncé son point de vue : *» le dispositif proposé est globalement inefficace »*. En gros, il ne sert à rien. C'est donc une action inutile. En bon communiste, il propose, lui, de créer directement des emplois publics pour résorber le chômage de longue durée. La mairie, selon lui, doit recruter, renforcer ses effectifs en créant des crèches, en créant une activité de maraîchage métropolitain, en recrutant des policiers parmi les chômeurs etc. Il déclare clairement : c'est un choix politique. Effectivement créer de l'emploi public, c'est un choix communiste. Il est bien dans son rôle d'élu extrémiste. Il a l'honnêteté de dire qu'il souhaite socialiser la société. Mais en ne votant pas contre le projet des écolo-socialistes, il admet que le plan « Territoire zéro chômeur longue durée » n'est pas éloigné de ses propres objectifs, socialiser l'emploi.

Zéro chômeur, mais une nouvelle usine à gaz

Le dispositif que s'apprête à mettre en œuvre la mairie a tout de l'usine à gaz. Il s'agit de créer des emplois de service à la population mais qui ne concurrenceraient pas l'activité des sociétés privées ! Mais qui seraient, quand même, en partie marchands, puisqu'est espéré un chiffre d'affaires de cette activité. Nous sommes en pleine contradiction. On ne voit pas comment ces emplois ne viendront pas en concurrence avec des sociétés privées... surtout quand on sait que les sociétés qui embaucheront les chômeurs de longue durée toucheront une aide à l'emploi d'environ 17 000 €/an qui correspondent au coût social du chômeur longue durée, soit 1416 €/mois). Pour résumer le dispositif voté : la mairie va créer des EPE, (des entreprises pour l'emploi. Ces entreprises vendront des services marginaux (non couverts par des entreprises privées parce que pas rentables), et seront subventionnées pour le faire à hauteur de 1 416 €/mois par emploi. Et en même temps,

les entreprises privées continueront à être taxées à 60 % du montant des salaires pour continuer d'alimenter le système social, continueront à payer une TVA à 20 %, et une taxe foncière des entreprises, et un impôt sur les bénéfices, si elles réussissent à en faire. On taxe le travail, ce qui provoque le chômage de masse, et, en même temps, avec l'argent ainsi obtenu, on subventionne des entreprises « publiques » pour employer les chômeurs... Cela revient à socialiser la société, c'est justement l'objectif de monsieur Poutou.

Des EPE ou des ateliers municipaux ?

On se souvient, au moins ceux qui ont bénéficié des cours d'histoire d'avant l'effondrement de l'Éducation nationale, que la République avait créé, en 1848, des « Ateliers nationaux » pour résorber le chômage de masse. Victor Hugo, grand républicain, s'était opposé, fort justement, à cette action : « *une énorme force dépensée en pure perte* ». Selon lui, « *une atteinte à la dignité des travailleurs* ». Ces deux constats s'imposent encore aujourd'hui concernant ces **Entreprises pour l'emploi**. C'est vraiment mépriser le peuple que de proposer ce type de solution, ce type d'emploi. C'est honteux. C'est, de façon certaine, appauvrir le pays que de refuser de voir que c'est l'Urssaf qui tue l'emploi, et que de rajouter à l'usine à gaz sociale de nouveaux dispositifs, structures, associations, entreprises semi-publiques etc., c'est continuer à alourdir le fardeau que supportent les travailleurs du secteur privé. Combien l'encadrement de ces EPE va-t-il nous coûter ? On comprend bien que ces nouvelles structures vont permettre d'embaucher de « nouveaux acteurs de l'Économie sociale et solidaire », l'ESS, qui seront autant d'électeurs socialistes, mais est-ce moralement acceptable ?

Des perspectives nulles

Servaine Crucière, élue communiste de la majorité municipale, a eu le mot juste. « *Les perspectives pour ces emplois sont nulles* ». Elle a pourtant voté pour. En fait, elle vote pour sa gamelle. Oui, ce seront des emplois « *occupationnels* » comme elle l'a dit. Ce sera comme dans l'ancienne URSS, où les ouvriers expliquaient, en rigolant, qu'ils faisaient semblant

de travailler et que l'État communiste faisait semblant de les payer... Ce dispositif qu'ont voté les communistes, avec l'ensemble du conseil, est bien sans perspective. C'est une expérimentation anti-économique, qui organise la stagnation, qui suinte la résignation. C'est, de fait, l'acceptation de l'immobilisme, du « partage du travail », du partage des revenus, et donc de la baisse globale du niveau de vie. C'est une pierre posée dans la construction de la décroissance, chère aux écologistes. Cette expérimentation est cohérente avec le projet écologiste qui est celui du déclin.

François Jay